

cinq années à venir un découvert annuel, dans notre budget, de \$571,000. Ces chiffres ne sont pas le fruit de mon imagination. En voici la base : pendant les cinq dernières années, nous avons eu des déficits montant, en totalité, de \$2,858 - 895.13. Ceci donne une moyenne de \$571,779.03 par année." (Débats de la législature, 1882, p. 979).

D'autre part. M. Robertson, qui fut, lui aussi, trésorier dans divers ministères conservateurs, disait en 1883 :

"En 1867, nous avons commencé à faire les choses sur un trop grand pied, et à quelques rares exceptions, nous avons été en augmentant, en élargissant les bases de ce système, jusqu'à ce qu'enfin nous ayons atteint la pénible, je pourrais même dire, la honteuse nécessité d'emprunter de l'argent pour payer nos dépenses courantes. . . . Le pays est justement alarmé au sujet de notre situation financière " . . . (Débats de la législature, 1883, p. 737).

L'année suivante, le même M. Robertson disait à ses électeurs de Sherbrooke :

"Voici en résumé notre situation. Nos déficits annuels dépassent de \$400,000 00 le montant de nos revenus ordinaires. Si nos recettes ne sont pas augmentées en retenant, d'une manière ou d'une autre, l'argent du peuple, nous devons arrêter nos dépenses ou faire banqueroute."

Les conservateurs ont-ils diminué les dépenses ? Non, ils ont préféré taxer ; et ils ont fait banqueroute ! Et c'est pour quoi le peuple, dégâté, leur a enlevé la gestion des affaires provinciales, en 1887, pour la confier au parti libéral.

Se sont-ils amendés après leur restauration de 1892, qu'ils doivent à un coup d'état que le peuple et l'histoire ont flétri ?

Non, messieurs. Pécheurs non contrits et non repentants, les hommes de 1892 furent ce qu'avaient été ceux de 1882-86.

LES HOMMES DE 1892-97

Vous vous rappelez encore le programme des "honnêtes gens" : il ne devait plus y avoir de déficit ; la dette publique ne devait plus être augmentée, il fallait cesser de taxer le peuple. Plus de déficits, plus d'emprunts, plus de taxes ! tel est le cri grâce auquel nos adversaires réussirent à capter la confiance populaire, telles sont les promesses solennelles qu'ils firent aux électeurs de cette province.

Ces promesses, nous les trouvons imprimées en blanc et en noir dans les documents publics ; et nos adversaires ne peuvent pas les nier, pas plus qu'ils peuvent nier les avoir toutes violées.

Permettez-moi de vous lire une fois de plus la promesse que faisait le gouvernement de Boucherville, le 20 mai 1892, par la bouche de son trésorier, l'honorable M. Hall :

"Il n'y a qu'une seule voie à suivre, c'est d'équilibrer réellement nos recettes et nos dépenses et d'éviter de nouvelles obligations. . . . Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéicommis, mais il faut s'arrêter, pour la seule raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts." (Discours sur le budget du 20 mai 1892 p. 39 du texte français).

EMPRUNTS

Or, après avoir poussé les hauts cris en 1890, lorsque le gouvernement Mercier demandait à la législature de l'autoriser à emprunter dix millions, après avoir déclaré, pendant la campagne de 1892, que cette législation était scandaleuse et qu'elle serait révoquée s'ils étaient maintenus au pouvoir, après avoir promis de ne plus contracter d'emprunt, nos adversaires profitaient de cette législation pour emprunter, non seulement le complément des dix millions mentionnés dans la loi de 1890, mais \$1 270,309 en plus.

Et ils ont emprunté, emprunté et emprunté, jusqu'à 77 cents dans la piastre.